



Partie 1

Grenelle de l'Environnement :

Objectifs et engagements sur les Déchets

« Le meilleur déchet est celui que l'on ne produit pas »



Les travaux du Grenelle sur les déchets

- **Travaux déchets démarrés en septembre 2007**
- **Table ronde Grenelle du 20 décembre 2007 :**
décision sur 5 objectifs chiffrés
et 26 mesures/engagements pour les atteindre
- **Reprise des objectifs et d'engagements dans la législation :**
 - **Loi de Finances pour 2009**
 - **Loi de programmation du 3 août 2009 "mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement" (Grenelle I),**
 - **Projet de loi "Engagement national pour l'environnement" (Grenelle II),**



Une politique volontariste autour de trois grands objectifs hiérarchisés

- **Renforcer la réduction à la source des déchets**
(seule la prévention des déchets n'entraîne pratiquement aucun impact environnemental)
- **Développer le recyclage matière et organique**
(à la fois pour préserver des ressources qui s'appauvrissent
[les matières premières industrielles et les matières organiques des sols]
et pour limiter les impacts des traitements)
- **Réduire les quantités partant en incinération ou en stockage**
(et sur ces techniques, accroître les exigences environnementales et énergétiques, optimiser leur dimensionnement)



Des objectifs chiffrés dans la loi Grenelle I

- **Pour la réduction des déchets à la source :**
Réduction des ordures ménagères et assimilées de **7%** par habitant pendant les 5 prochaines années

- **Pour le recyclage matière et organique :**
 - **Recyclage des déchets ménagers et assimilés :**
Passer de **24 %** des DMA orientés vers le recyclage matière ou organique à **35 %** en 2012 et **45 %** en 2015
 - **Recyclage des emballages ménagers**
Passer de **60 %** en 2006 à **75 %** en 2012
 - **Recyclage des déchets des entreprises (hors BTP, agriculture, IAA et activités spécifiques)**
Passer de **68 %** en 2006 à **75 %** en 2012

- **Pour la réduction des quantités incinérées et stockées :**
Diminution de **15 %** à l'horizon 2012



Mesures phares

- Augmenter la taxe (**TGAP**) sur le **stockage** (Loi Finances 09: de + 5 à + 30 €/t) et créer une taxe sur les **incinérateurs** (Loi Finances 09 : 7 à 14 €/t)
- Généraliser les **plans départementaux et les programmes locaux de prévention** et les financer grâce au complément de TGAP
- Développer le principe de la "**responsabilité élargie du producteur**" (REP) dans la prise en charge de la fin de vie de ses produits : DASRI, Déchets diffus spécifiques, mobilier,... et mieux l'encadrer : création d'une Commission d'harmonisation et de médiation des filières auprès du Conseil National des Déchets.



Mesures ciblées

Vers le grand public, deux signaux économiques :

- Généraliser d'ici 5 ans (Grenelle I) une **tarification incitative** avec une part fixe et une part variable devant prendre en compte la nature et le poids et/ou le volume et/ou le nombre d'enlèvements des déchets
- Utiliser la fiscalité pour **taxer les produits fortement générateurs de déchets**



Mesures ciblées

▪ **Vers les emballages**

- Couverture des coûts à 80%, extension aux emballages hors foyer, harmonisation des consignes de tri (Grenelle I),

▪ **Vers les déchets du BTP**

- Diagnostics démolition et plans de gestion obligatoires (Grenelle I), instrument économique affecté

▪ **En faveur de la valorisation organique**

- Développement du compostage domestique et de la collecte sélective des déchets organiques, cadre national pour les débouchés, soutiens à la méthanisation
- Obligation de collecte sélective pour valorisation aux "gros producteurs" (cantines, MIN,...) (Grenelle II)

▪ **En faveur de la qualité, la transparence et la juste place du traitement**

- Limitation des capacités à au plus 50 à 60 % des déchets produits (Grenelle II), suppression des clauses d'apport de tonnages minimum dans les contrats d'incinération



Mesures transversales

- Evaluation des **impacts environnementaux et sanitaires** des différents modes de gestion des déchets
- Politique de **recherche** plus ambitieuse
- Renforcement du rôle de **planification** en matière de gestion de déchets
- Nouvelles **campagnes d'information** nationales



Partie 2

***Un outil d'incitation technique et financier
pour la mise en œuvre de la politique
déchets issue du Grenelle :
le plan de soutien de l'ADEME***



Des moyens très significatifs

Budgétaires : Loi de finances 2009 : **289 M€** (en CP) / **411 M€** (en AE) sur les 3 ans 2009 – 2011 pour le Grenelle déchets, qui s'ajoutent au budget annuel déchets "base 2008" de 55 M€

Budget total Déchets	2008	2009	2010	2011
Budget total Déchets estimé (AE)	55 M€	105 M€	212 M€	259 M€
Facteur multiplicateur / base 2008	1	x 2	x 4	x 5

Humains : **95 postes supplémentaires** d'ici 2010 (au siège et en région) pour mettre en œuvre le Grenelle, dont **26 sur les déchets**



Des interventions techniques et financières : Au plan national

- **Développement de la communication**
 - Poursuite et démultiplication des campagnes grand public
- **Renforcement de la recherche et des connaissances**
 - Augmentation du soutien à la R&D
 - Priorité aux connaissances sur les impacts envirt^{aux} et sanitaires et au développement des éco-technologies appliquées aux déchets
 - Développement de l'observation, des comparaisons internationales
- **Renforcement du rôle de la REP**
 - Montage/soutien aux nouvelles filières : Déchets diffus spécifiques, mobilier,...
 - Contribution aux nouveaux objectifs comme l'harmonisation du tri, la couverture des coûts à 80% par Eco-Emballages,...
 - Assistance technique à la Commission d'harmonisation et de médiation



Des interventions techniques et financières : Au plan local

- **Des soutiens techniques**
 - Sensibilisation et animation des acteurs, conseil et expertise, outils, retour d'expériences...

 - **Des soutiens financiers** sur les priorités du Grenelle
 - La prévention (plans départementaux, programmes locaux, recycleries, compostage domestique, éco-conception,...)
 - La tarification incitative du service
 - Le recyclage matière (déchèteries, tri, recyclage,...)
 - La valorisation organique (compostage et méthanisation)
 - Les déchets du BTP
- Et des soutiens particuliers au rattrapage de l'Outremer et la Corse**



Dispositif d'aides adopté en octobre 2009 : principes généraux

- **Aides à la décision**
 - Globalement conformes au dispositif général ADEME
 - Etudes de toutes natures (hors réglementaire), démarches qualité, certification
 - taux maximum 50% ou 70% selon les cas - Plafond d'assiette 100 K€

- **Aides à la communication/sensibilisation/formation**
 - taux maximum 50%

- **Aides aux équipements/travaux**
 - Prévention : subventions à taux maximum 50% (sauf exceptions)
 - Recyclage et autres opérations : taux maximum 30% (sauf exceptions)
 - Des plafonds d'assiette selon la nature des opérations

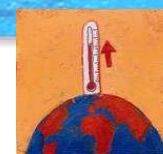


Détail du dispositif d'aides financières

Il est structuré autour des thématiques suivantes :

- **Prévention, recyclage et gestion de la part des collectivités locales**
- **Prévention, recyclage et gestion de la part des entreprises**
- **Prévention et recyclage dans le secteur du BTP**
- **Valorisation organique**
- **Prise en compte spécifique des DROM-COM et de la Corse**
- **Développement de la recherche et des connaissances**

En vigueur depuis son adoption par le CA ADEME le 7 octobre 2009



Prévention collectivités 1/2

- **Aides à la décision/sensibilisation/formation**
 - Tous types d'actions (hors études réglementaires)
 - Selon modalités générales

- **Contrats de performance**
 - Plans dptaux et programmes locaux – Contrats de performance
 - RI – Etudes, investissements (bacs : 15% maxi, autres : 30% maxi) et contrat d'objectif pour la mise en place

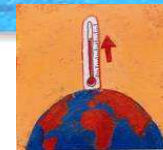
- **Investissements**
 - Equipements permettant de prolonger la durée de vie de biens (recycleries, réemploi, réparation,...)
50% maxi - Plafond d'assiette 500 k€



Prévention collectivités 2/2

■ Compostage domestique

- **Elargi à la gestion domestique et au compostage de proximité**
- **Conditionné à l'intégration dans un programme local prévention ou un schéma territorial organique, ou au respect de critères de la qualification "Compostage Domestique"**
- **Soutien à des programmes pluriannuels comportant :**
 - **Etudes/Animation/Communication/formation : dispositif général**
 - **Investissements (broyeurs et génie civil, composteurs...)**
50% maxi - Plafond d'assiette 5 M€
- **Pas de cumul avec les aides aux programmes locaux de prévention sur le volet études/communication/formation**



Recyclage/traitement collectivités (hors organique)

- **Décisions/communication/sensibilisation**
 - Dispositif général, incluant le Contrat d'Objectif Territorial Déchets

- **Déchèteries**
 - Pas d'aide aux nouvelles (parc suffisant et pas de "prime aux retardataires")
 - Rénovation ("2ème génération") et optimisation (hors réglementaire & REP)
30% maxi - Plafond d'assiette 500 k€ (rénovation) et 50 k€ (optimisation)
 - Sites de regroupement d'encombrants triés – 30% maxi - Plafond d'assiette 10 M€

- **Autres investissements**
 - Centres de tri emballages (nouveaux et optimisation) – 20% maxi - Plafond ass 10M€
 - Autres équipements de préparation/tri/valorisation – 30% maxi - Plafond ass 10 M€
 - Equip^{ts} de mesure en semi-continu des dioxines et furanes sur UIOM – 50% maxi
 - Réhabilitation décharges si contractualisation – 30% maxi - Plafond d'assiette 1,5 M€

- **Aides aux communes d'accueil : menée à terme du dispositif existant**



Prévention et recyclage entreprises **(hors organique et hors BTP)**

■ Animation/décisions

- Soutien à des programmes territoriaux et/ou sectoriels pluriannuels menés par des organismes collectifs (chambres consulaires, associations...) et comportant :
 - Etudes et diagnostics – Dispositif général
 - Communication/sensibilisation/formation – 50% maxi
 - Animation/coordination - 50% maxi – Plafond d'assiette 100 K€
- Chargés de mission en organismes collectifs, modalités générales

■ Investissements

- Equipements prévention (surcoûts/standard, avec suivi sur 2 ans) - 50% maxi - Plafond d'assiette 5 M€
- Equipements collecte, tri & valorisation (dont centres de tri DIB, déchèteries collectives), avec suivi sur 2 ans – 30% maxi - Plafond d'assiette 10 M€

■ Filières REP

- Démarrage de filières : aide aux opérations pilotes – 50% maxi
- Centres de démantèlement/tri/recyclage/réemploi (traitement si nécessaire) – 30% maxi - Plafond d'assiette 10 M€



Déchets du BTP

- **Décisions/animation territoriale**
 - Soutien à des programmes territoriaux et/ou sectoriels pluriannuels comportant :
 - Etudes et diagnostics – Dispositif général
 - Communication/sensibilisation/formation – 50% maxi
 - Animation/coordination - 50% maxi – Plafond d'assiette 100 K€
- **Travaux (chantiers "verts" ou "propres", déconstruction)**
 - Travaux et maîtrise d'oeuvre
 - Déconstruction – 15% maxi – Plafond d'assiette 500 K€
 - Chantiers propres – 30% maxi – Plafond d'assiette 50 K€
- **Investissements "collectifs"**
 - Equipements de regroupement/tri/ valorisation – 30% maxi - Plafond d'assiette 10 M€

NB : dans l'attente de compléments éventuels liés à la mise en œuvre de "l'instrument économique" spécifique prévu dans les engagements du Grenelle



Valorisation organique

- **Qualité : études, démarches, sensibilisation**
 - Dispositif général
- **Investissements nouveaux**
 - Investissements de collecte sélective, compostage ou méthanisation de biodéchets ou déchets "triés" – 30% maxi - Plafond d'assiette 10 M€
 - De manière générale et en attente d'un retour d'expérience, pas d'aide aux investissements de compostage ou méthanisation intégrant un TMB (*exceptions envisageables pour des opérations minimisant les risques industriels*)
- **Opérations existantes**
 - Aide aux investissements d'optimisation des opérations existantes sur biodéchets
 - Pas d'aide aux investissements de mise aux normes des unités existantes



DROM-COM Corse

- **Animation/sensibilisation/formation**
 - Taux maxi du continent + 20%
- **Investissements soutenus sur le continent**
 - Pour les collectivités, taux maxi du continent + 20%
 - Plafond du continent augmenté de 30%
- **Investissements liés au rattrapage structurel**
 - Déchèteries, collectes sélectives, transfert, maturation mâchefers – 50% maxi - Plafond d'assiette déchèteries 700 k€, autres 10 M€
 - Incinération (hors génie civil) – 30% maxi - Plafond 20 M€
 - Stockage (cf art. 49 du projet de loi Grenelle 1) - Uniquement pour Guyane et COM – 30% maxi - Plafond d'assiette 10 M€
 - Transport temporaire - Uniquement pour Guyane et COM – 80% maxi

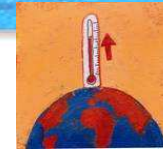


Recherche et connaissances

- **Recherche**
 - Modalités générales ADEME

- **Démonstration**
 - Investissements – 50% maxi - Plafond d'assiette 10 M€

- **Observatoires locaux**
 - Condition de compatibilité avec l'observation nationale
 - 50% maxi (sauf exceptions) - Plafond d'assiette 40 k€



Estimation de la répartition budgétaire des aides sur 2010-2012

- **Prévention** 30 à 35 %
- **Recyclage et filières** 18 à 20 %
- **Valorisation organique** 18 à 20 %
- **Déchets du BTP** 8 %
- **Outremer et Corse** 6 à 7 %
- **R&D, observation** 9 à 10 %
- **Divers (filière huiles,...)** 8 %



Le déploiement des aides

- **Critères de décision et d'ajustement des aides**
 - **Qualité, performances environnementales et économiques**
 - **Exemplarité (nationale ou plus locale)**
 - **Degré de priorité locale, cf. ci-après**

- **Rôle privilégié de la contractualisation territoriale**
 - **La contractualisation, notamment avec les départements, reste le vecteur privilégié de déploiement de la politique et des soutiens financiers sur le terrain**
 - **Elle met en synergie les aides des conseils généraux ou régionaux et de l'ADEME, et permet de fixer des priorités locales**